

## Recommandations politiques clés

Les actions entreprises dans le cadre du projet européen « Platform Reps » ont permis à la Confédération européenne des syndicats (CES) et à ses organisations affiliées de discuter et d'étudier en profondeur les approches collectives et législatives à l'égard des plateformes de travail numériques. Ces actions ont été mises en œuvre à la lumière des discussions en cours entre les colégislateurs européens sur la proposition de directive relative à l'amélioration des conditions de travail dans le cadre du travail via une plateforme. Elles portaient sur les défis à relever pour assurer la protection des travailleurs et sur les possibilités d'adoption d'une législation efficace au niveau national.

Douze rapports nationaux analysent la situation au niveau national en matière d'organisation syndicale et de stratégies de négociation collective, ainsi que la législation applicable et l'interaction avec les propositions de la CES<sup>1</sup> et de la Commission européenne. La liste ci-dessous présente un résumé des recommandations qui sont apparues dans le cadre du projet et qui ont été discutées par les organisations affiliées à la CES tout au long des différentes actions du projet. Ces recommandations devraient s'appliquer à tous les États membres de l'UE :

...

1. Voir notamment :

- la résolution de la CES sur la proposition de la Commission européenne d'une directive sur l'amélioration des conditions de travail via une plateforme de travail et la voie à suivre avant la procédure législative ordinaire - <https://rb.gy/zy2llg>
- les réponses de la CES aux première et deuxième phases de consultation des partenaires sociaux sur une éventuelle action visant à relever les défis liés aux conditions de travail dans le cadre du travail via des plateformes - <https://rb.gy/0ii0iu> et <https://rb.gy/ew8hbi>
- lettre ouverte à la Présidente de la Commission européenne Ursula Von der Leyen pour une initiative législative européenne ambitieuse sur l'amélioration des conditions de travail dans les plateformes numériques - <https://rb.gy/kjhr2h>

## Platform Reps

# Recommandations politiques clés

## FR



CONFEDERATION  
**SYNDICAT  
EUROPEËN  
TRADE UNION**



With the financial support  
of the European Union

## STRATÉGIES D'ORGANISATIONS ET CAMPAGNES

...

- Envisager d'étendre les efforts d'organisation à des secteurs moins visibles dans lesquels les plateformes dominent (tels que les services domestiques).
- Collaborer dès les premières phases avec les mouvements et organisations émergents qui ont une présence sur le terrain.
- Garder à l'esprit et, si nécessaire, contrer les (fausses) perceptions de l'esprit d'entreprise qui prévalent chez certains travailleurs ; pour les jeunes travailleurs, travailler sur des plateformes est souvent le seul emploi qu'ils n'aient jamais eu - ils ne connaissent pas les conditions d'un emploi « normal » ; certains travailleurs ont des idées fausses sur les syndicats et sont peu susceptibles d'y adhérer à moins qu'ils n'aient été impliqués dans des activités syndicales par le passé.
- Renforcer les efforts visant les travailleurs les plus vulnérables, en particulier les travailleurs migrants. Il peut s'agir d'informations et de consultations ou de conseils juridiques, mais aussi de programmes de soutien plus larges tels que des cours de langue, l'intégration civique, etc. La collaboration avec des organisations de la société civile représentant et défendant les droits des migrants pourrait également être envisagée.
- Continuer à établir une présence sur les plateformes (en particulier dans les secteurs qui ne sont pas encore couverts par la négociation collective) : un taux de syndicalisation plus élevé permettrait aux syndicats de négocier de meilleures conditions de travail.
- Continuer à créer des structures inclusives, y compris de nouveaux collectifs locaux dans différentes villes, ainsi que des espaces physiques et numériques de discussion entre les travailleurs et les syndicats.
- Recueillir les besoins spécifiques et les revendications collectives auxquels sont confrontés les différents groupes de travailleurs.
- Renforcer les capacités d'enquête sur les pratiques de gestion algorithmique.

## NÉGOCIATION COLLECTIVE ET DIALOGUE SOCIAL

...

- Œuvrer à l'extension des conventions collectives sectorielles au plus grand nombre de travailleurs possible, étant donné qu'elles constituent le principal outil permettant de garantir un bon accès aux droits.
- Faire pression pour étendre le cadre des négociations collectives à toutes les plateformes de travail numériques, et pas seulement à celles qui sont les plus visibles (travail sur site).
- Empêcher les syndicats non représentatifs d'exercer le droit de signer des conventions collectives.
- Veiller à ce que les plateformes se conforment aux conventions collectives signées.

## ACTIVITÉS DE PLAIDOYER

...

- Exercer une forte pression pour mettre fin aux activités des fausses sociétés intermédiaires qui opèrent de manière illicite.
- Plaider en faveur de l'amélioration des capacités et de la responsabilisation de l'inspection du travail, notamment en ce qui concerne les cas de reclassement et d'autres enquêtes dans lesquelles les plateformes sont susceptibles d'enfreindre la loi.
- Garantir la mise en œuvre de la directive de l'UE sans saper les mécanismes de politique industrielle qui fonctionnent déjà bien.
- Intégrer les dispositions envisagées dans la proposition de la CES, qui n'ont peut-être pas été prises en compte par la proposition de la CE, comme l'établissement au niveau national d'une liste de plateformes de travail numériques concernées par le champ d'application de la directive, qui devrait être mise à jour chaque fois qu'une nouvelle plateforme correspond à la définition.
- Proposer des politiques qui obligeraient les plateformes (et plus largement les employeurs) à respecter leur obligation de fournir des informations sur leurs pratiques de gestion algorithmique et à assurer un contrôle permanent des algorithmes.
- Garantir que les législations nationales suivent la proposition de la Commission européenne lorsqu'elles la transposent au niveau national, en particulier en ce qui concerne le champ d'application qui englobe toutes les plateformes de travail numériques, et pas seulement les plateformes de livraison.
- Faire campagne pour que les travailleurs migrants (sans papiers) bénéficient de procédures plus claires et plus faciles pour obtenir un permis de séjour et un permis de travail.

## STRATÉGIES DE CONTENTIEUX

...

- Si la directive finale n'est pas appliquée ou n'est pas applicable correctement, déployer des stratégies de contentieux sur les cas de classification erronée pour plaider en faveur d'une mise en œuvre nationale forte de la législation visant à réglementer les plateformes de travail numériques.
- Lutter contre la représentation fictive : compte tenu des efforts considérables déployés par les plateformes pour réprimer et remplacer les actions syndicales, des garanties juridiques sont nécessaires pour que seules les organisations légitimes puissent s'exprimer (les définitions des organes de représentation des travailleurs figurant dans la proposition de directive de la CE étant inacceptables<sup>2</sup>).
- Dans les cas où les travailleurs bénéficient d'un contrat de travail, mais où les conditions sont néanmoins de mauvaise qualité, envisager des solutions pour lutter contre l'abus des contrats zéro heures et d'autres contrats précaires.
- Poursuivre en justice les pratiques antisyndicales des plateformes.

...

2. Ces recommandations politiques clés ont été élaborées en mars 2023, avant l'approbation du texte final de la directive.